

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet Protocole d'accord

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La commune de Montpellier est propriétaire d'une villa avec dépendances sise au 1457, rue du Pioch de Boutonnet, parcelle cadastrée section BM, n° 397.

Le 29 avril 2019, suite à un appel d'un voisin, la police municipale a constaté l'entrée par effraction d'un groupe de trois personnes, donnant lieu au dépôt d'une plainte par la commune le jour même ainsi que le lancement d'une procédure d'expulsion devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Par ordonnance du 29 mai 2019, le juge des référés a ordonné l'expulsion des occupants à défaut pour eux de libérer les lieux dans un délai de 6 mois suivant la notification de l'ordonnance.

La commune, souhaitant une libération rapide des lieux, a interjeté appel du jugement.

Le 28 novembre 2019, la Cour d'Appel de Montpellier a prononcé :

- l'expulsion immédiate des occupants à la signification de l'arrêt, tout en leur accordant le bénéfice de la « trêve hivernale » (jusqu'au 31 mars 2020);
- le paiement à la commune de Montpellier d'une indemnité d'occupation à hauteur de 800 € par mois pendant toute la durée de l'occupation (y compris rétroactivement), ainsi qu'au paiement des frais de première instance et d'appel.

Les occupants ont sollicité la commune de Montpellier afin que celle-ci renonce au bénéfice des sommes dues par eux s'ils s'engagent à libérer les lieux avant le 31 mars 2020, tel que prévu par l'arrêt de la Cour d'Appel.

Afin de permettre une libération rapide et une sécurisation des lieux, il vous est proposé de valider cette proposition par le biais d'un protocole d'accord.

Ledit protocole, joint en annexe, prévoit que les occupants s'engagent à renoncer à quitter les lieux au plus tard le 06 janvier 2020 en échange de quoi la Commune s'engage, elle, à renoncer à la perception des sommes et frais prévus par l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier.

A défaut pour les occupants de respecter leurs engagements, la procédure d'expulsion se poursuivra sans que puisse être opposée la trêve hivernale à la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole d'accord tel que joint en annexe dans les conditions exposées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit protocole ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole d'accord 2 (002).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-112901-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.